

Rendre obsolète l'avortement des handicapés

Article rédigé par *La Fondation de service politique*, le 24 septembre 2008

LA MEME SEMAINE de novembre 2001, nous avons appris que l'homme pouvait être physiquement produit sur une paillasse de laboratoire américain et qu'il pouvait être moralement détruit à la barre d'une cour de justice française.

Les avancées parallèles du clonage et de l'eugénisme façon Perruche nous rendent plus sensibles, les tentatives de construire un monde radicalement nouveau ou les anciens attachements familiaux ou nationaux seraient désavoués. Face à cette accélération de l'histoire scientifique, le rôle des responsables politiques est d'opposer la permanence de la nature et de la dignité humaine.

Il n'est jamais simple de veiller à la conservation des valeurs essentielles contre le séduisant parti du changement ; il devient parfois périlleux de dénier à la recherche scientifique l'omnipotence de principe qu'elle revendique souvent. Les idolâtres de la science ont tôt fait de parer du nom de progrès toute nouveauté et d'invoquer le sceptre de Galilée pour ridiculiser toutes formes de réflexion sur les bienfaits d'une découverte. Ces grandes découvertes scientifiques actuelles paraissent mener l'homme aux rives d'un absolu pouvoir sur lui-même : destruction, modification, guérison, création.

Au même moment, les repères traditionnels de la société se disloquent. La nation, cette famille de famille, cède le pas, en Europe du moins, à des rites folkloriques régionaux tolérés et organisés par un empire fédérateur. La famille subit depuis cinq années un pilonnage systématique et sans précédent : PACS, divorce sans faute, quotient familial, etc. Sans famille et sans nation, l'homme est ainsi laissé à lui-même et à la tentation de vénérer le nouveau moteur de l'histoire : le scientisme.

Il reste au législateur le devoir de n'avoir pas peur de cette science et de rappeler ses contributions essentielles à l'histoire de l'humanité mais aussi que certaines découvertes ne méritent pas le nom de progrès et que le bien de l'homme et le respect de sa dignité sont la mesure de toute organisation sociale.

Les parents ne sont pas libres

Une lecture attentive de l'histoire récente nous offre peut-être les moyens de discerner notre avenir. Le XXe siècle aura connu d'immenses dictatures où l'homme était placé au service d'une société prééminente. Dans ces sociétés communistes ou nazies, le handicapé ou l'enfant de trop n'était qu'un parasite social susceptible d'élimination. Prolongeant la politique initiée sous Weimar, les nazis éliminèrent systématiquement les handicapés jusqu'à la plainte déposée en 1941 par un évêque catholique allemand qui mit un terme au massacre.

Après le temps des dictatures vient celui du repli sur soi, l'homme qui en a soupé des grands destins collectifs n'est plus au service de la société mais au service de lui-même, de son confort, de son bien être psychologique et matériel. Dans cette société libérale libertaire qui est celle qui nous régit aujourd'hui, la situation des handicapés ou des enfants à naître n'est pas meilleure, le parasite social a simplement été remplacé par un parasite familial, le handicapé n'est plus une gêne pour la société mais pour la famille, le résultat est le même.

Il s'agit donc de changer à nouveau de civilisation, d'opérer une révolution en plaçant la société au service de l'homme ; le premier but de l'organisation sociale sera d'assurer le respect de la dignité humaine. Alors le contrôle démocratique des assemblées s'exercera sans crainte puisque ses objectifs seront clairs, les responsables politiques ne seront plus tétanisés par quelques journalistes scientifiques, nous découvrirons le pouvoir de dire non.

La première réforme serait sans nul doute de rétablir une vraie liberté de choix pour les parents qui découvrent que l'enfant qu'ils attendent est porteur d'une grave malformation.

Aujourd'hui, 97 % des parents informés d'une trisomie 21 à la suite d'une amniocentèse font le choix de

l'avortement, quel que soit le stade de la grossesse. Face à ce chiffre, il est impossible de prétendre que les parents sont libres ; il n'y a pas plus de liberté que de démocraties qui s'expriment à 97 %. En réalité, les parents, déjà fragilisés ou bouleversés par cette annonce, font l'objet d'une pression médicale et sociale incessante pour " faire passer " l'enfant mal formé. Ce sont bien sûr les motifs compassionnels qui sont mis en avant ; il est fâcheux que le livre d'Alice Von Platen sur l'eugénisme nazi publié en 1948, et traduit en français en décembre 2001, nous apprenne qu'en 1940, c'était cette même compassion que l'ordre des médecins allemand mettait systématiquement en avant .

Il faut donc que l'État se résolve à organiser la solidarité nationale en faveur de ceux des siens qui ont tiré le mauvais numéro à la loterie génétique. Il faut que l'État tienne les promesses de ses lois et intègre dans ses administrations un minimum de 6 % d'adultes handicapés. Il faut que l'école de la République ne regarde plus comme une insurmontable catastrophe l'arrivée d'un enfant handicapé et pour cela qu'on lui en donne les moyens. Il faut que la justice de la République renonce à s'instituer en Téléthon judiciaire et qu'elle reste la gardienne des principes généraux du droit et notamment de l'éminente dignité de toute vie humaine. Il faut que les crédits publics de la médecine soient dévolus à la rechercher pour soigner et non plus à l'affinement des techniques de recherche-destruction qui monopolise 99 % des crédits.

Les pratiques ayant changé, il est probable que les mentalités suivront. S'il n'est pas possible de demander à chacun de suivre les enseignements des encycliques ou d'être convaincu par les principes kantiens, il est en revanche permis d'espérer qu'un certain nombre de réformes qui rendront aux parents et à leurs enfants handicapés la vie plus facile et l'espoir raisonnable, seront suffisantes pour convaincre un grand nombre d'entre eux de faire le choix de la vie.

Les zéloteurs du prétendu droit à la santé prétendent régler petit à petit le problème du handicap en faisant décroître le nombre de handicapés, non par le soin, mais par la sélection et l'élimination. Nous pouvons suivre le même chemin en sens inverse, en rendant l'avortement médicalisé des handicapés inutiles et obsolètes du fait de l'accueil sans reproche que la Mère-Patrie réservera aux plus faibles de ses enfants.